

Convention Citoyenne pour le Climat, Grand Débat, Vrai Débat, comment parler de mobilité sans évoquer la « réparation » des territoires ? La dernière analyse du [Forum Vies Mobiles](#)

Paris, le 15 juillet 2020 - Avec le mouvement des Gilets Jaunes qui a explosé durant l'hiver 2018/2019, la place des déplacements dans les modes de vie des Français s'est trouvée mise à l'agenda de façon inattendue. Deux débats ont été lancés afin de mieux comprendre les attentes des Français pour bâtir des politiques publiques efficaces et justes : le **Vrai Débat** à l'initiative des Gilets Jaunes et le **Grand Débat** sous l'impulsion du Président de la République. Mais, à ce jour, aucune analyse des résultats n'a été faite ou rendue publique. Le [Forum Vies Mobiles](#), *think tank* de la mobilité, a donc décidé de lancer la sienne, sous l'angle de la mobilité – 1^{ère} raison de l'éclosion du mouvement des Gilets Jaunes (opposition à la limitation de la vitesse sur les routes secondaires et à l'instauration de la taxe carbone sur le carburant). Il a missionné pour cela deux équipes de recherches et en présente aujourd'hui les résultats. Ces dernières apportent un éclairage unique sur les propositions de la **Convention Citoyenne pour le Climat** et révèlent comment, par construction, la question de la réparation des territoires français, pourtant centrale dans les deux débats, n'a pas pu être traitée par la Convention.

Les chiffres clefs :

- **25 000 propositions, 93 000 arguments** et plus d'un million de votes postés sur la plateforme du Vrai Débat
- Près de **2 millions de contributions** postées en ligne pour le Grand Débat
- **Zéro analyse** publiée avant celle du Forum Vies Mobiles

*Les contributions citoyennes au Vrai Débat ont été analysées par une équipe du **laboratoire Triangle de l'ENS Lyon** composée d'Antoine Lévêque, Christophe Parnet et Vincent Ventresque, celles du Grand Débat l'ont été par Marc Antoine Messer, David Moreau et Emmanuel Ravalet du bureau d'études en sciences sociales **Mobil'homme**.*

[Découvrir les analyses complètes](#)

Des revendications similaires sur les questions de transports publics et de services de proximité pour réparer les territoires

Il apparaît que les propositions et les argumentaires des participants au **Vrai Débat**, du point de vue de la mobilité, s'adosent à la revendication d'un renforcement massif des infrastructures et des équipements de transports au sein des territoires. Plusieurs revendications traversent l'ensemble des thématiques autour de la mobilité :

- Une demande massive de service public, avec le constat d'une dégradation des conditions de mobilité liée à un recul de leur prise en charge par les pouvoirs publics (transports en commun, autoroutes et petites lignes de train).
- Un ensemble de revendications en matière de justice fiscale : rejet des taxes sur les carburants et volonté d'une meilleure répartition de l'effort contributif sur toutes les couches sociales.
- Des préoccupations environnementales : gratuité des transports en commun, ferroutage etc.

- Des mobilités et des territoires perçus comme inégaux : que ce soit le traitement des mesures fiscales, de la perte des services publics et de la géométrie variable de la localisation des infrastructures de transport, c'est très largement la perception d'une mobilité inégalitaire, encouragée de manière différente selon les territoires, les catégories sociales en mouvement ou les marchandises transportées.

Du côté du **Grand Débat**, l'analyse des participations permet de tirer quatre enseignements principaux qui touchent à la fois au diagnostic de l'état de la mobilité en France, à l'organisation de l'État et du territoire français et aux modalités de prise en compte du changement climatique et à des propositions d'interventions.

Les participants ont ainsi visé :

- La **dégradation de l'offre de transport** et la dépendance totale à la voiture.
- L'organisation de l'État et du territoire induisant une forte **dépendance à la mobilité**.
- Une **tension forte entre aspirations individuelles et choix collectifs** face aux modes de transport dans un contexte de changement climatique
- La nécessité d'**agir sur les territoires** et sur l'offre en transports pour changer la donne.

Il est malheureusement impossible de comparer précisément le profil sociologique des participants aux deux débats car si l'on sait que parmi les participants au Grand Débat il y avait peu de jeunes, peu d'actifs et beaucoup de diplômés, aucune donnée personnelle n'a été enregistrée lors du Vrai Débat. **On constate, ce qu'on n'aurait pas imaginé, que les problématiques pointées lors du Grand Débat sont étonnamment très similaires à celles ressorties du Vrai Débat. Le constat est le même : la baisse ou la faiblesse des services de transport au sein des territoires (ferroviaire, transports publics, ...), un délitement des services de proximité créant des besoins de mobilité nouveaux, des inégalités territoriales, etc. Et des propositions qui se rejoignent pour réduire ces inégalités et réparer les territoires dans un souci de réduction des émissions de CO2 : le ferroutage, le vélo comme alternative à la voiture, la gratuité des transports en commun, la limitation de la désertification des territoires ruraux, etc.**

Les propositions de la Convention citoyenne : même direction, mais une pièce reste manquante !

La mobilité, au cœur du mouvement social de la fin 2018 et qui avait disparu des grandes thématiques du Grand Débat organisé par le gouvernement début 2019, fait son retour avec un groupe de travail qui lui est explicitement consacré, le groupe « se déplacer ».

Il est frappant de voir que les points communs entre les propositions issues de la Convention Citoyenne et des deux débats sont nombreux sur les questions de mobilité. Cette analyse inédite vient ainsi appuyer les travaux des 150 citoyens de la Convention :

- Ils visent à donner les moyens aux citoyens de **changer leurs pratiques**, plutôt que de mettre en place des mesures « sanction » ou de « désincitation » comme la taxe carbone : prime pour l'achat de véhicules propres, développement de l'offre ferroviaire, ...
- Ils accordent une **place centrale à la justice sociale**, (c'était d'ailleurs le cadre de réflexion imposée et qui faisait écho au mouvement social) avec une attention forte portée à la fiscalité et des mesures qui traduisent la volonté que les efforts soient partagés et équitables: la Convention propose par exemple une taxation plus forte sur l'aviation et une baisse de la TVA sur les billets de train.
- Les **préoccupations environnementales** sont centrales : l'objectif principal du programme du groupe « Se déplacer » est de réduire la dépendance à la voiture par le développement des alternatives : intermodalité, plan vélo, ...

Toutefois, à la différence du Vrai Débat et du Grand Débat, il semble que les propositions de la Convention Citoyenne accordent une moindre importance aux réflexions en termes d'aménagement des territoires et de répartition des ressources. Cette limite est vraisemblablement liée à l'organisation intrinsèque de groupes de travail spécialisés (le logement, les déplacements, la consommation, ...), qui rend difficile le traitement des problématiques transversales. **Par construction, il était donc difficile voire impossible de se saisir pleinement de la question de la réparation des territoires.** Il faut noter toutefois que le groupe « consommer » porte la proposition d'un moratoire sur la construction de toute nouvelle zone commerciale en périphérie. Enjeu central pour une mobilité moins carbonée et un aménagement plus harmonieux des territoires.

Le regard de Sylvie Landrière, co-directeur du Forum Vies Mobiles :

« Nous sommes frappés de voir avec quelle facilité on peut monter un dispositif de démocratie participative sans chercher à en tirer des effets ni même en analyser les résultats. Heureusement, les propositions au Vrai Débat et au Grand Débat, en tout cas celles qui concernent les questions de mobilité vont dans le sens de celles des 150 citoyens de la Convention Citoyenne pour le Climat. Cela légitime, s'il en était besoin, les propositions concrètes des 150 citoyens, justifie d'autant plus qu'elles soient bel et bien mises en œuvre mais souligne également l'oubli, par construction, d'une question fondamentale pour les Français : la réparation des territoires pour les rendre plus vivables, notamment en permettant d'y vivre plus en proximité. Un défi pour le nouveau gouvernement. »

Le Vrai débat et Le Grand Débat, de quoi s'agit-il ?

Le Vrai Débat : Une plate-forme participative en ligne est lancée en novembre 2018 par un collectif de Gilets Jaunes de la Réunion ainsi que le site internet du « Vrai Débat » qui devient par la suite national. Du 30 janvier au 3 mars 2019, il collecte toutes les revendications des citoyens, sur les sujets de leur choix. Les participants ont ainsi pu faire des propositions et voter sur celles-ci, mais aussi les documenter et confronter des arguments.

Le Grand Débat National : « À l'initiative du Président de la République, le Gouvernement engage un Grand Débat National permettant à toutes et tous de débattre de questions essentielles pour les Français ». L'organisation d'un grand débat d'ampleur nationale est annoncée en décembre 2018, et la plate-forme en ligne permettant de récolter les avis et propositions citoyennes s'ouvre le 21 janvier 2019, pour une période de 2 mois. Il s'agit de recueillir les souhaits des citoyens, autour de 4 thèmes : transition écologique, fiscalité, démocratie et citoyenneté, organisation de l'État et des services publics. Les questions de mobilité ne sont pas directement en question dans les grandes thématiques, alors qu'il s'agit de la raison même du déclenchement du mouvement des Gilets Jaunes.

Le Forum Vies Mobiles

Le Forum Vies Mobiles est le think tank de la mobilité, soutenu par SNCF. Pour lui, la mobilité structure le déploiement de nos modes de vie. La vitesse, la fréquence et l'échelle de nos déplacements ont fortement augmenté ces dernières décennies et ont été réorganisés par l'usage des technologies numériques. Cette mobilité intense contribue aux problèmes environnementaux (changement climatique, pollution...) et ne correspond pas pleinement aux aspirations des individus. L'ambition du Forum est d'imaginer des mobilités futures désirées et soutenables, et de penser leur mise en œuvre par étapes avec les individus, les entreprises et les acteurs publics.

Contact presse : Agence suPR !

Véronique WASA

06 52 22 69 07 - vwasa@supr-agency.com